



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politique fiscale

Question au Gouvernement n° 2377

Texte de la question

POLITIQUE FISCALE

M. le président. La parole est à Mme Monique Rabin, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

Mme Monique Rabin. Monsieur le ministre des finances et des comptes publics, vous avez ce matin, lors d'une conférence de presse, détaillé les grandes orientations de la politique financière de la France pour les prochaines années.

Alors que le projet de loi de finances rectificative pour 2014 suscite des débats vifs et récurrents dans notre assemblée – nous avons encore pu le constater lors de la séance d'hier soir –, les éléments que vous avez détaillés nous intéressent au plus haut point. Ils nous permettent également d'espérer.

On constate que, dans cet hémicycle, et encore plus au Sénat, qui semble être devenu le laboratoire de la droite, deux visions s'affrontent.

M. Alain Chrétien. Elle conteste la démocratie ?

Mme Monique Rabin. Celle de l'UMP se résume à des attaques violentes contre la solidarité, la protection sociale et les politiques actives en matière d'emploi. (*Protestations sur les bancs du groupe UMP.*) Cette droite n'a rien appris des échecs du quinquennat de M. Sarkozy en matière de dépenses publiques et de dette – je rappelle qu'au moment où nous sommes arrivés aux responsabilités, le déficit public dépassait 5 % du produit intérieur brut.

Elle propose à la fois d'augmenter les dépenses et de réaliser 110 milliards d'économies. Il ne faut pas oublier non plus les 36 milliards d'euros qu'elle avait déjà prélevés en 2011. Nous n'avons donc aucune leçon à recevoir d'elle en matière d'impôt.

À gauche, nous construisons un équilibre complexe, qui fait débat, à juste titre. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. Je vous prie d'écouter la fin de la question.

Mme Monique Rabin. Monsieur le ministre, vos annonces nous intéressent au plus haut point. Vous avez évoqué un objectif de déficit public ramené à 4,1 %, ainsi qu'une stabilisation fiscale sur la période 2015-2016. Enfin une loi de simplification fiscale devrait nous permettre de gagner en clarté et en lisibilité.

Monsieur le ministre des finances et des comptes publics, nous vous remercions de poursuivre ces objectifs

économiques, dans le contexte difficile que nous connaissons tant en France qu'en Europe. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des comptes publics.

M. Philippe Meunier. Et des impôts !

M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics. En effet, madame...

Un député du groupe UMP . Irma !

M. Michel Sapin, ministrela députée Monique Rabin, j'ai fait ce matin deux annonces qui, me semble-t-il, sont plutôt positives pour les Français. La première concerne le niveau de notre déficit public. Je vous rappelle que le projet de loi de finances pour 2015 prévoit un déficit égal à 4,3 % de notre produit intérieur brut. Or les débats qui ont eu lieu dans cet hémicycle, ainsi que certaines bonnes nouvelles, relatives aux recettes, ou des dépenses qui s'avèrent moins importantes que prévu, m'ont permis d'annoncer ce matin que cette prévision de déficit pour l'année prochaine était revue à la baisse, passant de 4,3 % à 4,1 %.

Plusieurs députés du groupe UMP . Bravo ! Tout va bien !

M. Michel Sapin, ministre. Il s'agit d'une bonne nouvelle, car moins de déficit entraîne moins de dettes, et moins de dettes, c'est préserver l'avenir des Français et des générations futures.

Ma deuxième annonce, qui elle aussi a tenu compte du débat qui a eu lieu dans cet hémicycle, concerne les impôts. Vous avez eu raison de rappeler que la majorité précédente avait voté plus de 36 milliards d'euros d'augmentations d'impôts en 2011 et 2012. (*Protestations sur les bancs du groupe UMP.*)

À ces augmentations d'impôt se sont ajoutées celles que nous avons dû décider pour diminuer le déficit qui nous avait été laissé. Les hausses d'impôt sont désormais derrière nous.

Plusieurs députés des groupes UMP et UDI . C'est faux !

M. Michel Sapin, ministre . Je peux dire ici clairement qu'en 2015, en 2016 et en 2017, nous ne proposerons aucune augmentation d'impôts aux Français.

M. Bernard Gérard. menteur !

M. Michel Sapin, ministre . C'est difficile à croire, tant ils s'étaient habitués à voir les impôts augmenter. C'est pourtant la réalité, et chacun pourra le constater. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Christian Jacob. C'est pitoyable.

Données clés

Auteur : [Mme Monique Rabin](#)

Circonscription : Loire-Atlantique (9^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2377

Rubrique : Impôts et taxes

Ministère interrogé : Finances et comptes publics

Ministère attributaire : Finances et comptes publics

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [4 décembre 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [4 décembre 2014](#)